

L'héritage des mines en Afghanistan



Un Afghanistan sans mines est de nombreuses années

Par Marcus George
BBC Nouvelles en ligne



Combats généralisés peuvent finalement arrivés à une fin en Afghanistan, mais la menace des mines terrestres jette toujours une ombre noire à travers le pays.

Recentrage sur la question vient comme une conférence anti-mine terrestre qui s'ouvre dimanche dans la capitale afghane, Kaboul.

L'événement, dirigé par la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), sera animé par l'Afghanistan nouveau gouvernement de transition.

Les organisateurs de la conférence dans le but de faire pression sur le gouvernement afghan à signer le Traité d'Ottawa de 1997 qui interdit l'utilisation, le stockage et la vente ou le transfert des mines antipersonnel.

Les mines ont été utilisées indifféremment en Afghanistan depuis l'arrivée des forces soviétiques en 1979.

Comme résultat des centaines de milliers de mines se trouvent non cartographiées et non découvertes dans de vastes zones du pays.

«La plupart des pays minés»

Selon les statistiques publiées par le British déminage agence de Halo Trust, l'Afghanistan est le pays le plus miné du monde.

L'agence, dont les opérations en Angola a attiré beaucoup d'attention internationale quand ils ont été visités par la princesse Diana, a estimé que plus de 500 000 mines terrestres pouvaient encore rester en sommeil.



Les organisateurs espèrent les autorités afghanes seront de retour à l'interdiction

D'autres organismes estiment qu'il pourrait y avoir jusqu'à 10 millions de mines dans le sol.

Maintenant employant 1800 collaborateurs afghans de l'organisme a récemment célébré son millionième compensation explosifs dans le pays assiégé.

Halo Trust porte-parole Tom Dobb déclaré à la BBC Nouvelles en ligne qui très grand nombre de réfugiés afghans de retour de leurs activités a été encore plus critique.

«Nous nous trouver en plein milieu de tout ça. Civils sont dans un état désespéré et il ne peut être question de l'avantage de déminage pour eux.

«Les réfugiés vivent dans des tentes littéralement juste à côté des champs de mines.»

Plus d'un mois en moyenne jusqu'à 100 Afghans sont tués ou blessés par les mines.

Une hausse du financement dans le monde a apporté du budget de l'agence pour cette année à 8 millions de dollars, ce qui rend l'exploitation plus grande agence de déminage en Afghanistan.

Avec la coopération du Programme d'action antimines des Nations Unies, et plusieurs petites agences de déminage, les régions fortement minées de l'Afghanistan pourrait être libre de mines dans huit ans, les estimations Halo Trust.

Ratifier traité

L'ICBL sommes confiants de la conférence de Kaboul sera bientôt conduire à l'Afghanistan la ratification du traité dans les prochains mois.

«Nous voulons d'exhorter le gouvernement afghan d'adhérer au traité et à interdire les mines terrestres dès que possible", a déclaré la porte-parole Liz Bernstein ICBL.

"Hamid Karzaï a indiqué son intention de le faire. Les autorités afghanes comprendre les effets des mines terrestres.

«Ils reconnaissent son importance pour avancer. Et nous allons regarder pour voir si leurs paroles seront suivis d'actions concrètes.»

La paix a finalement apporté une plus grande emphase sur l'importance des opérations de déminage en Angola, après près de trois décennies de guerre civile.

Soixante-dix variétés de la mine encore la cicatrice de la terre, la plupart d'entre eux fabriqués en Europe occidentale.

“
Les civils sont dans un état désespéré et il ne peut être question de l'avantage de déminage pour les
”

Tom Dobb, Halo Trust



Rouge peint des personnes pierres alerte à des champs de mines



Les mines terrestre réclamation une autre jeune victime

Au Cambodge, environ 40.000 personnes ont subi des amputations après avoir subi des blessures de mines depuis 1979.

Malgré leurs problèmes les deux pays ont signé et ratifié le traité et ce, dit Mme Bernstein, envoie le bon message hors d'Afghanistan.

Plus de 140 nations se sont déjà inscrites depuis 1997. Parmi eux, 125 ont intégré le traité dans leur législation.

D'autres États, y compris les Etats-Unis, la Russie et la Corée du Sud, ont évité la question, insistant sur le fait que les armes anti-personnel sont importants pour la sécurité nationale.

"Les Etats-Unis doivent signer immédiatement», explique Liz Bernstein.

"C'est très décevant. Le pays se nomme le chef de file dans les questions de droits humains."



La mine russe PMN est la plus commune en Afghanistan

